



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 027/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU 02 OCT 2026

EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINS TRONCONS DE ROUTE DANS LES REGIONS DU CENTRE ET DE L'EST. PROGRAMME 2026 ET 2027

FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP - LIGNE FONDS ROUTIER, EXERCICES 2026 ET 2027.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la campagne d'entretien routier pour l'exercices 2026 ET 2027, Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien de certains tronçons de route en terre dans le Département de la Mbam et Kim, Région du Centre et de la Kadéy, Région de l'Est.

2. Consistance des travaux

Les travaux à réaliser comprennent les opérations suivantes dont la liste n'est pas exhaustive :

- Les installations comprenant l'installation du chantier, l'amenée et le repli du matériel, la réalisation des études d'exécution et les études géotechnique ;
- Le nettoyage et les terrassements comprenant les déblais (mis en dépôt) pour réglage de talus, les purges au droit des ouvrages, les remblais (apports) en latéritique pour nivellement de la plateforme, le dégagement mécanique, la mise en forme de la plateforme avec des fossés et exutoires, le reprofilage/compactage, le curage et la remise en forme des fossés en terre existants et la création d'exutoires ;
- Les travaux de mise en forme, reprofilage, rechargement, compactage etc... de la chaussée d'une largeur moyenne de 7 mètres comprenant le traitement des matériaux au produit stabilisant sur une profondeur de 15 à 20 cm pour couches d'assises ; l'enrochement.
- L'assainissement et le drainage comprenant le curage des buses, des ponts, ponceaux et fossés, la fourniture et la pose des buses, la construction des têtes de buses ; construction des dalots avec têtes ainsi que les études y afférentes, construction des culées en maçonnerie, réalisation des travaux de béton.
- Les travaux d'ouvrage d'art comprenant le remplacement des platelages en bois ainsi que la maçonnerie des moellons ;
- La construction et la gestion des barrières de pluies types MINTP ;
- Les travaux de mise en place de la signalisation.

Les travaux qui seront exécutés en HIMO :

- La réalisation des travaux de débroussaillage des abords de chaussée,
- La réalisation des travaux de déforestation,
- La réalisation des travaux d'abattage d'arbres,
- La réalisation des travaux de curage des buses existantes,
- La construction des fossés maçonnés,
- La construction des puisards en maçonnerie,
- La construction des têtes de buse en maçonnerie pour buse,
- La gestion de Barrière de pluie.

Lesdits travaux sont amplement définis dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et dans le Bordereau des prix unitaires (BPU).

3. Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres, sont constitués en deux (02) lots présentés comme suit :

N° DU LOT	RÉGIONS	TRONÇONS	LINÉAIRES ESTIMÉS (KM)	TYPES D'INTERVENTION
01/CE	Centre	R0129 : Bafia - EGONA II - Ngoro – Séréré – Yangba – Limite Matsari	166,37	Entretien routier avec construction des ouvrages effondrés
02/ES	EST	N10A : Ngoura 2 – Kenzou – Limite RCA (88,6km) et de la R0241 : Batouri (Int N10) – Gogadji – Fleuve Kadey (51km)	139,60	Entretien routier et aux produits stabilisants

4. Coûts prévisionnels

Les coûts prévisionnels desdits travaux sont consignés dans le tableau ci-après :

N° du Lot	Régions	Tronçons	Budgets Prévisionnels TTC
01/CE	Centre	R0129 : Bafia - EGONA II - Ngoro – Séréré – Yangba – Limite Matsarin (INTER RN15)	Exercice 2026: 300 000 000
			Exercice 2027: 700 000 000
			Total: 1 000 000 000
02/ES	EST	N10A : Ngoura 2 – Kenzou – Limite RCA (88,6km) et de la R0241 : Batouri (Int N10) – Gogadji – Fleuve Kadey (51km)	Exercice 2026: 289 000 000
			Exercice 2027: 228 000 000
			Total: 517 000 000
TOTAL			1 517 000 000

5. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés ainsi qu'il suit :

N° DU LOT	RÉGIONS	TRONÇONS	DELAIS D'EXECUTION (MOIS)
01/CE	Centre	R0129 : Bafia - EGONA II - Ngoro – Séréré – Yangba – Limite Matsarin (INTER RN15)	20 mois
02/ES	EST	N10A : Ngoura 2 – Kenzou – Limite RCA (88,6km) et de la R0241 : Batouri (Int N10) – Gogadji – Fleuve Kadey (51km)	20 mois

Ces délais courts à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux, et comprend les périodes de pluies ainsi que toutes les intempéries et sujétions diverses.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupements d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais des catégories A, B et C à l'issue de la publication des résultats de la catégorisation des entreprises du sous-secteur d'activités « Route ».

7. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du Ministère des Travaux Publics, Ligne du Fonds Routier, Exercices 2026 et 2027

8. Mode de soumission

Le mode de soumission est : « **Exclusivement en ligne (online)** ». Autrement dit, il n'est pas possible de soumissionner hors ligne pour ces Appels d'Offres.

9. Cautionnement de soumission

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission, timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres.

Les montants en FCFA desdites garanties sont fixés comme suit :

N° DU LOT	RÉGIONS	TRONÇONS	BUDGETS PRÉVISIONNELS TTC	CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION
01/CE	Centre	R0129 : Bafia - EGONA II - Ngoro – Séréré – Yangba – Limite Matsarin (INTER RN15)	1 000 000 000	2 500 000
03/ES	EST	N10A : Ngoura 2 – Kenzou – Limite RCA (88,6km) et de la R0241 : Batouri (Int N10) – Gogadji – Fleuve Kadey (51km)	517 000 000	1 000 000

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire (caution de soumission + CDEC) devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau Centre Administratif, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ième étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau Centre Administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **quatre cent mille (400 000) F CFA** au titre des frais d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 03 NOV 2026 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB, l'original de la caution de soumission et du Récépissé de la CDEC devront parvenir sous pli fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif, au plus tard le 03 NOV 2026 à 11 heures. Ce pli devra porter la mention :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 084 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU 02/10/2026,
EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINS
TRONÇONS DE ROUTE DANS LES REGIONS DU CENTRE ET DE L'EST. PROGRAMMES 2026 ET 2027
FINANCEMENT : BUDGET DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS - LIGNE FONDS ROUTIER,
EXERCICES 2026 et 2027.

(COPIE DE SAUVEGARDE, ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION ET RECEPISSE DE DEPOT
DELIVRE PAR LA CDEC) »

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

La plateforme COLEPS pour le dépôt des offres sera fermée après la date et l'heure limite de dépôt des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 03 NOV 2026 à 12 heures précises par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics, située au 3ème étage du bâtiment B de l'immeuble siège abritant les Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieu-dit nouveau centre administratif.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément

aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission à l'exception de la caution de soumission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

A- Dossier administratif incomplet pour:

- Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission (caution de soumission ou récépissé CDEC) à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente excepté le cautionnement de soumission (caution de soumission ou récépissé CDEC).

B- Offre technique incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- Une note méthodologique afférente au projet et comprenant obligatoirement tous les éléments contenus dans le RPAO ;
- La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- L'attestation de capacité financière ou ligne de crédit d'un montant minimum de **350 millions FCFA pour le lot 1, et 175 millions pour le lot 2**, délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances ;
- Non justification de la possession en propre d'un minimum des matériels constituant la liste suivante :
 - ❖ trois (03) camions bennes ;
 - ❖ une (01) niveleuse ;
 - ❖ un (01) Compacteur;
 - ❖ une (01) pelle chargeuse ;
 - ❖ un (01) pick up (véhicule de liaison) ;
 - ❖ petit outillage (Kits HIMO : pelles, pioches, brouettes, dames manuelles,).
- N'avoir pas présenté un Conducteur des travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+3 ou plus, et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC), ayant au moins huit (08) ans d'expérience générale, et avoir été conducteur des travaux d'au moins deux (02) projets d'entretien, de réhabilitation ou de construction des routes ou Chef Chantier d'au moins trois (03) projets d'entretien, de réhabilitation ou de construction des routes ;
- N'avoir pas présenté une attestation de visite de site signée et datée et un rapport illustré de la visite de site, assorti de photos des sections critiques de la route avec leurs localisations (le rapport ne sera pas considéré sans ces images) ;
- Absence de la Convention de Partenariat signée avec la Commune du ressort des travaux pour le recrutement de la main d'œuvre locale ou d'une déclaration sur l'honneur engageant le soumissionnaire à signer ladite convention avant le démarrage.
- Non acceptation des clauses du marché (CCAP et CCTP) ;
- Absence de la charte d'Intégrité datée et signée ;
- Absence de la Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales datée et signée.
- Non satisfaction d'au moins 02 critères essentiels sur les 03 dont obligatoirement le critère Matériels.

C- Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- la soumission timbrée, datée et signée (voir modèle joint);
- le bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle joint avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres ; rempli de manière lisible ; paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page ;

- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises ;
 - le sous – détail des prix unitaires quantifiés paraphé à toutes les pages (voir modèle joint).
 - l'omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié
- D- Non-respect du format de fichier des offres ;
- E- L'utilisation du certificat COLEPS d'une autre entreprise ;
- F- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;

15.2. Sous-Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire au moins 02 critères parmi les 03 dont obligatoirement le critère Matériel :

- a. Personnel d'encadrement09 sous-critères
- b. Matériel.....16 sous-critères
- c. Références du soumissionnaire.....02 sous-critères

16. Attribution du marché

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification administrative, technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

Dans le cadre de cet appel d'offres, un soumissionnaire ne peut être attributaire qu'au plus d'un (01) lot.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables dans les services du Maître d'Ouvrage à la Direction de l'Entretien et Protection du Patrimoine Routiers située dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre ou à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif, en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de surveillance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

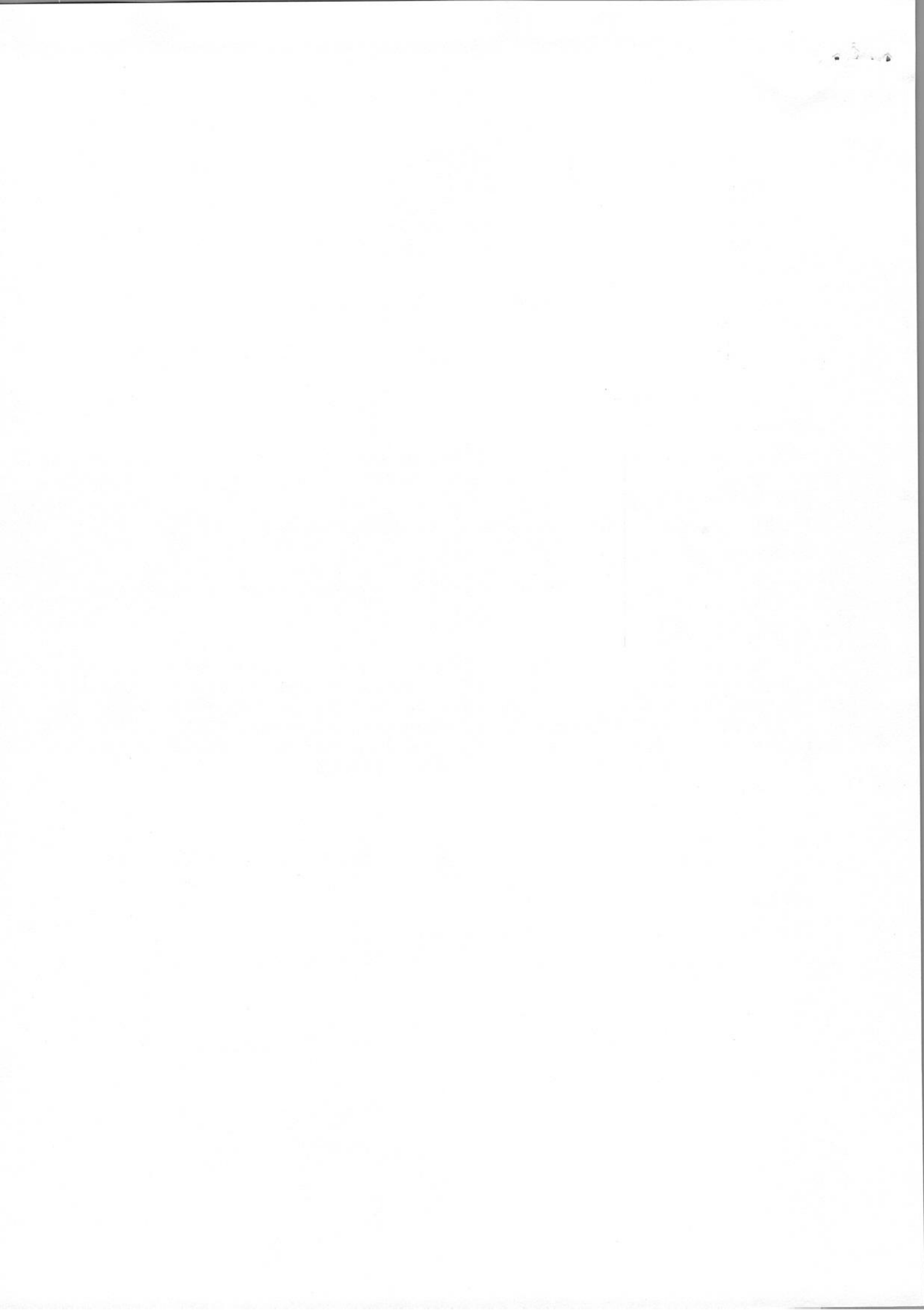
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48 ou au MINTP au numéro 88 00 2042.

Yaoundé le 02 OCT 2026



Emmanuel NGANOU D.





084 OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 084 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF

02 OCT 2026

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO MAINTAIN CERTAIN ROAD SECTIONS IN THE CENTRE AND EAST REGIONS. 2026 AND 2027 PROGRAMMES

FINANCING: MINTP BUDGET- ROAD FUND LINE, FINANCIAL YEARS 2026 AND 2027.

1. Subject of the Call for Tenders

As part of the road maintenance campaign for the 2026 and 2027 financial years, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches, on behalf of the State of Cameroon, an Open National Call for Tenders in emergency procedure for the execution of works to maintain certain road sections in the Mbam et Kim Division, Centre Region and Kadey Division, East Region.

2. Scope of Works

The works shall involve the following tasks, inter alia:

- site installation, including delivery and removal of site equipment, conduct of execution studies;
- Cleaning and earthworks including depositing excavated material for slope levelling, purging near the structures, lateritic fill (imported) for levelling the roadbed, mechanical clearing, reshaping the roadbed with ditches and outlets, reshaping/compaction, cleansing and reshaping of existing earth ditches and construction of outlets;
- Reshaping, resurfacing, compaction etc., of the carriageway on an average width of 7 metres, including its treatment with stabilising products to a depth of 15 to 20 cm for bedding courses and rockfill.
- Sanitation and drainage works, including cleansing of pipe culverts, bridges, culverts, and ditches, supply and installation of pipe culverts, construction of pipe culvert headwalls, construction of box culverts with headwalls, together with related studies, construction of masonry abutments and execution of concrete works.
- Engineering structures works consist in replacing wooden decks as well as quarry stone masonry facings;
- Construction and management of MINTP-type rain gates;
- Road signs installation.

Works to Be Executed Under HIMO:

- Roadsides brush clearing;
- Forest clearance works;
- Tree felling,
- Cleansing of existing pipe culverts,
- Construction of masonry ditches,
- Construction of masonry sumps,
- Construction of masonry pipe culvert headwalls;
- Rain gates management.

The said works have been clearly defined in the Technical Specifications (CCTP) and in the Unit Price Schedule (UPS).

3. Allotment

Works under this Call for Tenders shall be tendered for in two (2) lots as follows:

8 8 8

LOT No.	REGIONS	ROAD SECTIONS	ESTIMATED LENGTH (KM)	TYPE OF INTERVENTION
01/CE	Centre	R0129: Bafia - EGONA II - Ngoro – Séréré – Yangba – Matsari border	166.37	Road maintenance including the construction of collapsed structures.
02/ES	EAST	N10A: Ngoura 2 – Kenzou – CAR border (88.6km) and R0241: Batouri (Int N10) – Gogadji – Kadey River (51km)	139.60	Road maintenance with stabilising products

4. Estimated Cost

The estimated costs of the said works are set out in the table below:

Lot No.	Regions	Road Sections	Estimated Budget, including taxes
01/CE	Centre	R0129: Bafia - EGONA II - Ngoro – Séréré – Yangba – Matsarin Border (INTER NR15)	2026 Financial year: 300,000,000
			2027 Financial year: 700,000,000
			Total: 1,000,000,000
02/ES	EAST	N10A: Ngoura 2 – Kenzou – CAR border (88.6km) and R0241: Batouri (Int N10) – Gogadji – Kadey River (51km)	2026 Financial year: 289,000,000
			2027 Financial year: 228,000,000
			Total: 517,000,000
TOTAL			1,517,000,000

5. Time Frame

The time frame for works execution are set out below:

LOT No.	REGIONS	ROAD SECTIONS	EXECUTION TIME FRAME (MONTH)
01/CE	Centre	R0129: Bafia - EGONA II - Ngoro – Séréré – Yangba – Matsarin Limit (INTER NR15)	20 month
02/ES	EAST	N10A: Ngoura 2 – Kenzou – CAR border (88,6km) and R0241: Batouri (Int N10) – Gogadji – Kadey River (51km)	20 month

This time frame shall run from the date of notification of the Order to start works and shall include rainy periods as well as adverse weather conditions and undefined contractual obligations.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all categories A, B and C contractors or consortium in the Building and Public Works sector governed by Cameroon law, following the results of the categorisation of contractors in the "road" sub-sector of activities.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the Budget of the Ministry of Public Works, Road Fund Line, 2026 and 2027 Financial Years

8. Bidding Method

Bidding shall be carried out as follows: **"On-line"** In other words, off-line bids submission is not applicable for this Call for Tenders.

9. Bid Bond

Bids shall be accompanied by a stamped hand-paid bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts. It shall be valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents.

The amounts of the aforementioned bonds, in CFA F are as follows:

LOT No.	REGIONS	ROAD SECTIONS	ESTIMATED BUDGET, INCLUDING TAXES	BID BOND
01/CE	Centre	R0129: Bafia - EGONA II - Ngoro - Séréré - Yangba - Matsarin Limit (INTER NR15)	1,000,000,000	2,500,000
03/ES	EAST	N10A: Ngoura 2 - Kenzou - CAR border (88.6km) and R0241: Batouri (Int N10) - Gogadji - Kadey River (51km)	517,000,000	1,000,000

The provisional bonds (bond + CDEC) must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional bond of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided.

10. Consultation of Tender Documents

Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at ETOUDI, upon publication of this Call for Tenders.

It can also be accessed **on-line via the COLEPS platform at the addresses** <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the PCRA website (www.armac.cm) .

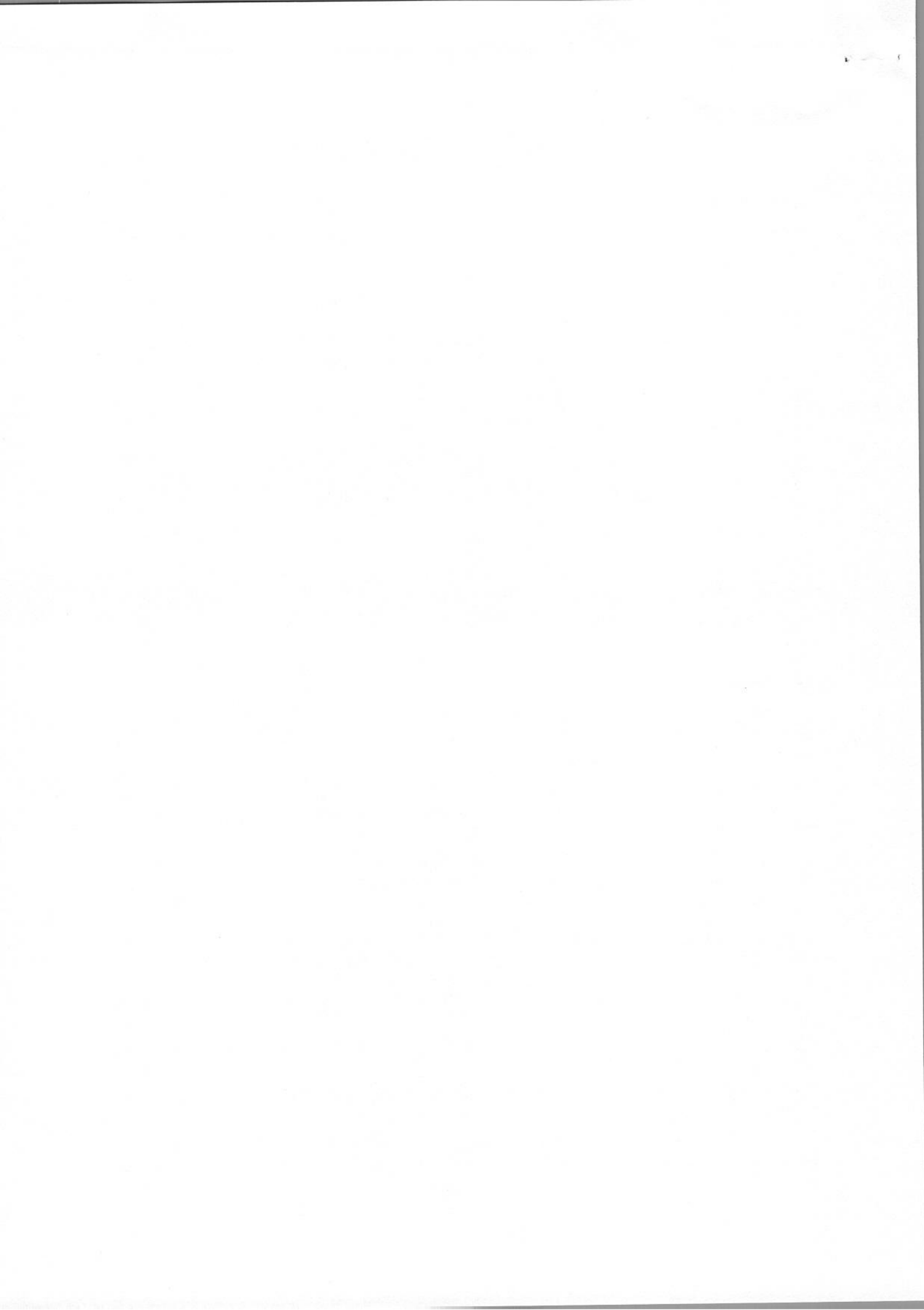
11. Acquisition of Tender Documents

Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at ETOUDI, new administrative centre, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **four hundred thousand (400,000) CFA francs** representing the cost of the file.

Upon withdrawal of Tender Documents, tenderers shall be registered by indicating their full address (PO Box, Telephone number, Fax, E-mail, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

The soft copy of Tender Documents can also be obtained by free download on the COLEPS platform, available at the addresses indicated above. However, on-line tendering is subject to the payment of Tender Documents purchase fee.



12. Submission of Tenders

Bids shall be submitted by the tenderer on COLEPS platform latest on **03 NOV 2026** at 11 a.m.

An uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB drive, the original of the bid bond and the CDEC receipt shall be submitted, against a receipt and in a sealed envelope, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters of the Ministry of Public Works, located at ETOUDI, new administrative centre, no later than **03 NOV 2026** at 11 a.m. It shall bear the following:

084 "OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 02/10/2026
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE EXECUTION OF WORKS TO MAINTAIN CERTAIN ROAD
SECTIONS IN THE CENTRE AND EAST REGIONS. 2026 AND 2027 PROGRAMMES
FINANCING: BUDGET OF THE MINISTRY OF PUBLIC WORKS - ROAD FUND LINE, FINANCIAL YEARS
2026 AND 2027.

(BACK-UP COPY, ORIGINAL BID BOND AND DEPOSIT RECEIPT ISSUED BY CDEC)".

File size and format

The maximum size of the files that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Bid.

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for pictures.

Bidders shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Bid Admissibility

The COLEPS platform for submitting tenders will be closed after the tender submission deadline.

Any bid not complying with the requirements of Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in Tender Documents and issued by a body or a financial institution approved by the Minister in charge of finance and authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiry of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

14. Opening of Tenders

Tenders shall be opened in a single session on **03 NOV 2026** at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) at the Ministry of Public Works, located on the 3rd floor of Block B of the headquarters building of the Ministry of Public Works at Etoudi, the new administrative centre.

Only tenderers may attend the opening session or be represented therein by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the bid opening session, with the exception of the bid bond and despite the 48-hour deadline extension granted by the Board, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Eliminatory Criteria

A- Incomplete administrative file due to:

- Absence or non-compliance of the bid bond (Bid bond or CDEC receipt) at the opening of tenders;
- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session despite the 48h-hour extension except for the bid bond (bid bond or CDEC receipt).

B- Incomplete technical offer in the absence of one of the following documents:

- A methodology note relating to the project, which must include all the elements in the Special Tenders Regulation ;
- Formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public contracts;
- An attestation of financial capacity or credit line for a minimum amount of **three hundred and fifty million CFA (350,000,000) for Lot 1 and one hundred and seventy-five million CFA francs (175,000,000) for Lot 2**, issued by a first-class bank approved by the Minister of Finance;
- No proof of ownership of the following minimum equipment:
 - ❖ three (3) dump trucks;
 - ❖ one (1) grader;
 - ❖ one (1) compactor;
 - ❖ one (1) backhoe loader;
 - ❖ one (1) pick up vehicle (liaison vehicle);
 - ❖ small tools (HIMO: shovels, pickaxes, wheelbarrows, hand tampers,)
- Failure to present a Works supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation: Civil Engineer (GCE A-L+3 at least or equivalent) and enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE), with minimum eight (8) years of general experience and must have been a Works Supervisor in at least two (2) road maintenance, rehabilitation or construction projects, or a Site Foreman in at least three (3) road maintenance, rehabilitation or construction projects;
- Failure to submit an attestation of site visit and an illustrated site visit report, including photos of the critical sections of the road with their locations (the report will not be taken into consideration without these images);
- Absence of a Partnership Agreement signed with the council where the project is located for the recruitment of local labour, or a declaration of honour whereby the bidder undertakes to sign the said agreement before the commencement of works.
- Non acceptance of contract clauses (Special Administrative Clauses and Special Technical Clauses);
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a dated and signed Declaration of commitment to respect social and environmental clauses.
- Failure to meet three at least 2 of the 3 essential criteria, including the equipment criterion.

C- Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:

- Stamped, signed and dated bid (see model attached);
- The Unit Price Schedule (UPS) compliant with the model indicating the prices exclusive of taxes in figures and in words, filled in a legible way, initialled on every page and signed on the final page;
- Dated, signed and stamped Bill of Quantities, indicating the amounts net and including all taxes;
- Breakdown of quantified unit prices initialled on all pages (see model attached).
- Omission of a quantified unit price in the financial offer;

D- Non-compliance with bids file format;

E- Use of another company's COLEPS certificate;

F- False declarations, fraudulent practices or forged documents;

15.2. Essential sub criteria

To be qualified, the tenderer must meet at least two (2) of the three (3) essential criteria, including the equipment criterion:

- a. Supervisory staff..... 9 sub criteria
- b. Equipment.....16 sub criteria
- c. Contractor's references.....2 sub criteria

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder meeting the required administrative, technical and financial qualification criteria, including any proposed discounts.

Under this Call for Tenders, a tenderer may only be awarded a maximum of one (1) lot.

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of **ninety (90) days** with effect from the initial tender submission deadline.

18. Further Information

Further information can be obtained during working hours in the Project Owner's offices at the Department of Roads Asset Maintenance and Protection, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, or at the Department of Contracts, Tenders Unit, on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works at ETOUDI, new Administrative neighbourhood, or on-line on COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

In the event of any corrupt practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48 or text MINTP on 88 00 2042.

Yaounde, 02 OCT 2026


Emmanuel NGANOU D.

